

Les finances des régions

Fonctionnement

Fonctionnement (régions)

en millions d'euros

	2006	2007	07/06 en %	estimations 2008	08/07 en %
Charges de fonctionnement (1)	11 748	14 040	+19,5	15 197	+8,2
Achats et charges externes	1 413	1 418	+0,4	1 441	+1,7
Frais de personnel	783	1 596	+103,8	2 346	+47,0
Subventions et contingents	9 001	10 358	+15,1	10 640	+2,7
Charges financières	396	497	+25,3	590	+18,8
Autres charges de fonctionnement	156	172	+10,6	180	+4,5
Produits de fonctionnement (2)	17 219	19 614	+13,9	20 915	+6,6
Impôts directs	4 435	4 418	-0,4	4 627	+4,7
Impôts indirects et autres taxes	3 915	6 119	+56,3	7 051	+15,2
Concours de l'Etat	8 257	8 286	+0,3	8 383	+1,2
- <i>DGF</i>	5 107	5 205	1,9	5 273	1
- <i>Autres dotations</i>	2 919	2 842	-2,6	2 894	2
- <i>Péréquation et compensations fiscales</i>	231	238	3,1	216	-9
Subventions et participations	446	583	+30,8	514	-11,8
Autres produits de fonctionnement	167	208	+24,0	340	+63,8
Autofinancement (A)=(2) - (1)	5 470	5 573	+1,9	5 718	+2,6

Les **charges de fonctionnement** des régions atteignent près de 15,2 milliards d'euros en 2008. Elles sont en progression de 8,2% entre 2007 et 2008. Cette évolution, bien que toujours dynamique, tend à ralentir par rapport aux années précédentes (+19,5% entre 2006 et 2007, +12,5% entre 2005 et 2006). Cette progression – qui s'observe à travers les différents postes de dépenses – s'explique principalement par l'augmentation des charges de personnel (+47%).

Les **achats et charges externes** représentent 9,5% du total des dépenses de fonctionnement régionales avec 1,4 milliard d'euros. Leur progression modérée (+1,7%) montre la maîtrise de ce poste de dépenses.

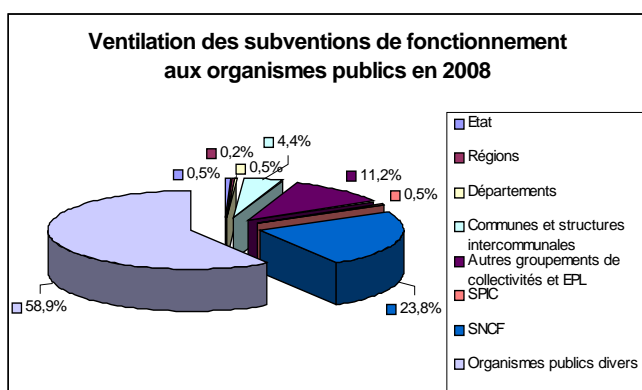
Les **frais de personnel** enregistrent une progression de 750 millions (+47%) pour atteindre 2,3 milliards d'euros. Cette évolution résulte notamment de la poursuite des transferts de personnels techniciens, ouvriers et de service (TOS) de l'éducation nationale consécutifs à l'acte II de la décentralisation. Corrigée des transferts de compétence

intervenues en 2008 à hauteur 556 millions, la croissance des dépenses de personnel reste toutefois très soutenue (+ 12,1%). Outre les mesures salariales générales (revalorisation du point d'indice de 0,5% en mars 2008 et de 0,3% en octobre 2008), les effets du glissement vieillesse technicité (GVT) et la mise en œuvre de mesures catégorielles contribuent aussi à la dynamique de la progression de la masse salariale.

Le poste des **subventions et contingents** versés par les régions représente 70% des charges de fonctionnement. Après la forte progression observée en 2007 (+15,1%), ces dépenses se maintiennent à 10,6 milliards d'euros, soit une hausse modérée à +2,7%.

Les **contributions obligatoires et les participations** représentent 51% du total des subventions et contingents. Elles sont en hausse de 2,7% entre 2007 et 2008. Parmi celles-ci, les **participations aux organismes de transport** (contribution au syndicat des transports d'Ile de France et participations à la SNCF, au Réseau Ferré de France (RFF) et

autres) représentent près de 2,37 milliards d'euros et enregistrent une progression de +7,9% entre 2007 et 2008.



Les subventions de fonctionnement représentent 41% du total des subventions et contingents avec un montant global de près de 4,4 milliards d'euros.

Plus de la moitié de ces subventions (53,8%) est versée aux personnes de droit privé. Ces subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé ont progressé de 6,21% entre 2007 et 2008.

Deux milliards d'euros de subventions de fonctionnement sont versés à des organismes publics.

Les **charges financières** confirment leur tendance nettement haussière (+18,8%) mais à un rythme un peu moindre que celui enregistré l'année précédente (+25,3%). En effet, le recours croissant à l'emprunt depuis 2003 (+11% entre 2007 et 2008) et la hausse des taux d'intérêt pour les nouveaux emprunts souscrits contribuent à maintenir la progression des charges financières.

Les **produits de fonctionnement** s'élèvent à 20,9 milliards d'euros. Comme pour les dépenses de fonctionnement, la progression des recettes, si elle reste soutenue (+6,6%), est moindre que celles enregistrées les années précédentes (+13,9% entre 2006 et 2007, +9,1% entre 2005 et 2006). Ces produits augmentent notamment sous l'influence des impôts indirects et autres taxes (+15,2%).

Les **impôts directs** représentent près de 22% des recettes de fonctionnement des conseils régionaux. Après la stagnation enregistrée en 2007 (-0,4%), le produit des impôts directs progresse de 4,7% en 2008, en raison

principalement d'une hausse des bases mais aussi d'une progression des taux. Le produit des impôts directs en 2008 s'élève à 4,6 milliards d'euros.

Après la forte progression observée en 2007 (+56,3%), les **impôts indirects et autres taxes** augmentent de 15,2% pour s'élever à près de 7 milliards d'euros, en raison notamment de l'accroissement de la fraction de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) perçue par les régions. La fiscalité indirecte représente la deuxième source de recettes de fonctionnement (34,2% du total). La TIPP représente plus de la moitié (50,7%) du produit des impôts indirects et autres taxes avec plus de 3,6 milliards d'euros. Elle a progressé de 26,9% entre 2007 et 2008. Les régions sont, en effet, bénéficiaires d'une partie de cette taxe dont les bases et les taux sont régionalisés.

Par ailleurs, le produit de la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules s'élève à près de 2 milliards d'euros en 2008 (27,5% du total des produits de fiscalité indirecte). Il progresse de 1,4% en 2008.

Quant aux **concours de l'État**, ils augmentent de 1,2% pour atteindre près de 8,4 milliards d'euros. Ils constituent la principale recette de fonctionnement des régions (40,1% du total) et progressent de 1,2%.

La **dotation globale de fonctionnement** augmente de 1,3%. Cette recette constitue 63% du total des concours perçus par les conseils régionaux.

Les **autres dotations** s'élèvent à près de 2,9 milliards d'euros. Elles comprennent notamment la dotation du fonds national de développement et de modernisation de l'apprentissage (FNDMA). Cette dernière progresse de 6,6% en 2008 pour atteindre près de 424 millions d'euros.

La dotation de décentralisation – formation professionnelle continue et apprentissage – atteint près de 1,6 milliard d'euros en 2008 et augmente de 2,2%.

Les **péréquations et compensations fiscales** d'un montant de 216 millions d'euros se répartissent entre les compensations au titre de la taxe professionnelle, des taxes foncières et de la taxe d'habitation. Elles diminuent globalement de 9% entre 2007 et 2008 (-18% pour les compensations au titre de la taxe professionnelle, -15% pour celles au titre des

taxes foncières, +4% pour celles au titre de la taxe d'habitation). Cette évolution est cependant à analyser à l'aune du faible poids de ce type de recettes dans le total (1%).

Après la forte hausse observée en 2007 (+30,8%), les **subventions et participations** diminuent de 11,8%. Cette baisse est notamment due à la diminution globale des fonds européens (-27% pour le fonds social européen, -89% pour le FEOGA, -48% pour les autres fonds européens mais +37% pour le FEDER). Cependant, avec 514 millions d'euros, ces subventions représentent moins de 2,5% du total des recettes de fonctionnement régionales.

L'autofinancement atteint 5,7 milliards d'euros. Il est en progression de 2,6% en 2008.

Investissement

Investissement (régions)

en millions d'euros

	2006	2007	07/06 en %	estimations 2008	08/07 en %
Emplois d'investissement (hors dette)	8 294	9 093	+9,6	9 470	+4,1
Dépenses d'équipement	3 100	3 436	10,9	3 764	9,5
Subventions d'équipement versées	4 929	5 351	8,6	5 410	1,1
Autres dépenses	265	306	15,5	296	-3,3
Ressources d'investissement (hors emprunts)	1 600	1 885	+17,8	1 925	+2,2
FCTVA	485	492	1,4	533	8,3
Autres dotations et subventions	999	1 098	9,9	1 110	1,1
Autres recettes (a)	116	294	154,1	282	-4,1
Remboursements d'emprunts*	1 690	1 276	-24,5	1 885	47,8
Emprunts*	2 747	2 825	2,9	3 287	16,3

(a) Produits de cessions, recettes sur travaux pour tiers...

* hors refinancements et opérations de gestion de la dette

Après la hausse significative observée en 2007 (+9,6%), les **emplois d'investissement** augmentent de 4,1% en 2008 pour atteindre près de 9,5 milliards d'euros. Ce ralentissement de la progression des dépenses d'investissement résulte surtout de la stagnation du poste des subventions versées (+1,1%).

Les **subventions d'équipement versées** atteignent 5,4 milliards d'euros et représentent plus de 57% des emplois d'investissement.

Parmi ces subventions, celles versées aux organismes publics diminuent de 1,1%. La sphère communale constitue le premier bénéficiaire de ces subventions avec plus de 1,2 milliard d'euros en 2008.

Les subventions versées aux organismes de transport progressent de 2,2%.

Les **dépenses d'équipement** augmentent de 9,5% pour atteindre plus de 3,7 milliards d'euros. Les principaux domaines concernés par ces dépenses concernent l'enseignement et les transports.

Après la forte croissance observée en 2007 (+17,8%), les **ressources d'investissement** connaissent une progression modérée en 2008 (+2,2%).

Le **fonds de compensation de la TVA** progresse de 8,3%. Il représente 28% des ressources d'investissement.

Les **autres dotations et subventions**, regroupent 58% des ressources totales

d'investissement des conseils régionaux. Ces recettes progressent de 1,1%.

La dotation régionale d'équipement scolaire constitue 60% du total de ces dotations et subventions et s'élève à 661 millions d'euros, en progression de 2,8% entre 2007 et 2008.

Équilibre financier global

Équilibre financier global (régions)

en millions d'euros

	2006	2007	07/06 en %	estimations 2008	08/07 en %
Dépenses totales*	21 732	24 409	+12,3	26 551	+8,8
Recettes totales*	21 566	24 324	+12,8	26 127	+7,4
Charges de fonctionnement (1)	11 748	14 040	+19,5	15 197	+8,2
Produits de fonctionnement (2)	17 219	19 614	+13,9	20 915	+6,6
Autofinancement (A) = (2)-(1)	5 470	5 573	+1,9	5 718	+2,6
Emplois d'investissement (hors dette)	8 294	9 093	+9,6	9 470	+4,1
Ressources d'investissement (hors emprunts)	1 600	1 885	+17,8	1 925	+2,2
Variation de l'endettement (emprunts - remboursements)	1 057	1 550	n.s.**	1 402	n.s.**

(*) hors refinancements et opérations de gestion de la dette - (**) non significatif

L'autofinancement, d'un montant de 5,7 milliards d'euros, progresse de 2,6% en 2008.

L'autofinancement entre dans le financement des emplois d'investissement à hauteur de 60% en 2008. Il constitue donc toujours la principale ressource des régions pour financer leurs équipements.

Toutefois, la capacité d'autofinancement et les ressources d'investissement ne permettent pas de couvrir la totalité des dépenses d'investissement. Les conseils régionaux ont donc recours à l'emprunt pour compléter le financement de leurs équipements. Ils ont également mobilisé leur **fonds de roulement** à hauteur de 425 millions d'euros en 2008.

